

Critique de la planification écologique

Face à la Crise, les adversaires de l'austérité et du libéralisme rabâchent les heureuses expériences des grands programmes de planification économique de relance. Depuis quelques années le *New Deal* (Nouvelle Donne en anglais) refait surface jusque dans un collectif nommé « Roosevelt 2012 »¹. On exhume le rapport Beveridge anglais, le Plan Marshall, le Commissariat Général au Plan.

Ces espérances de relance productive s'accompagnent néanmoins d'une feinte prise en compte des limites écologiques de la planète. « Le futur pacte de croissance européen doit être "vert" »² trépignent les eurodéputés écologistes. En 2009, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) publie son « Cadre de la stratégie pour une croissance verte ». Il faudrait « Verdir l'appareil productif pour retrouver la croissance », estime *Le Monde*³. En août 2012, le Centre d'analyses stratégiques – le bureau de prospective rattaché au premier ministre – publie un rapport intitulé « Des technologies compétitives au service du développement durable ». Le fond de l'air est vert.

Les partisans de la planification se trouvent "naturellement" à la gauche de la gauche. Et plus particulièrement au Front de gauche, lui aussi rallié à la verdure ambiante - Mélenchon reconnaissant d'ailleurs la carence écologique de la gauche industrielle. Plus de cinquante ans après les premières dénonciations de la « société de consommation », du « système technicien » ou de la « société nucléaire », et deux cents ans après l'insurrection des luddites contre la discipline de fabrique. Mais quand un front commun de socialistes, de communistes, d'altermondialistes et d'écologistes de gauche prend la défense de l'environnement, on découvre vite qu'ils programment, en compétition avec Europe Écologie, l'Enfer Vert.

Vous pensiez qu'une alliance entre Rouges et Verts atténuerait les ravages du capitalisme ? Sous la banderole *écosocialiste*, le programme du Front de gauche comme l'action des élus locaux ne portent qu'un énième projet de relance industrielle. Vous pensiez la vieille planification centralisée et autoritaire définitivement ringardisée par les conseils en analyse stratégique ? Le Front de gauche offre une nouvelle légitimité à une technocratie d'État plus effective que jamais, quoi qu'en disent les ennemis du « libéralisme ». Si l'Enfer Vert des

1 roosevelt2012.fr. On y retrouve des élus du parti socialiste jusqu'au Front de gauche, des journalistes, des associatifs, des universitaires, etc.

2 Thomas Houdaille, secrétaire général du think-tank EuropaNova, et Sven Giegold, député européen allemand du groupe des Verts, *Le Monde*, 28 mai 2012.

3 11 décembre 2012.

écologistes est un contrôle des comportements lié à une rationalisation technologique, celui des écosocialistes est une économie dirigiste avec un vernis écologique.

Vert de rouge

Liquidons d'emblée les velléités écologistes du Front de gauche en les confrontant à la réalité de leurs engagements. Leur programme aux dernières présidentielles annonçait que la planification écologique « *permettra de préciser les orientations et les investissements publics. [...] Nous soutiendrons les politiques d'investissements des entreprises vers les innovations industrielles aux productions utiles.* »⁴ C'est par exemple la création d'un « *pôle national des transports publics favorisant le développement des transports collectifs [qui] développer[a] le transport ferroviaire et fluvial et le transport maritime côtier.* »

Les amoureux d'une vie libérée de la course au néant existentiel et du transport de marchandises sur les paysages, se réjouiront d'apprendre que le Front de gauche est un ardent défenseur de la ligne TGV Lyon-Turin (le TAV, en italien). Selon Antoine Fatiga, conseiller régional FG et syndicaliste CGT : « *Il faut tenir compte des intérêts des locaux qui ne veulent pas de ligne ferroviaire chez eux, mais aussi de l'intérêt de quelqu'un qui veut faire transporter des marchandises entre un port de Rotterdam et Turin.* »⁵ *Idem* pour le projet de ligne à grande vitesse entre Tours et Bordeaux : « *Nous souhaitons par ailleurs et toujours dans la même logique insister sur la pertinence supra nationale de ce projet.* »⁶ Les intérêts supérieurs de l'économie primeront sur les bouseux qui tiennent encore à leur terre.

Dans le Nord-Pas de Calais, les élus du Front de gauche se liguent aux industriels et à tous les autres partis, de droite comme de gauche, pour réclamer la relance du monstrueux canal Seine-Nord-Europe au prétexte de lutte contre l'austérité. Du béton et des conteneurs, c'est de l'emploi.

Soutenant la candidature d'Annecy aux Jeux Olympiques d'hiver de 2018, le groupe Front de Gauche de la région Rhône-Alpes souhaitait « *contribuer à ce que la région pèse de tout son poids pour une candidature exemplaire qui illustre une conception moderne des plus grands*

4 *L'humain d'abord*, le programme du Front de gauche aux élections présidentielles, Librio, 2012.

5 *La Voix des Allobroges*, 10 août 2011.

6 Déclaration du Parti de Gauche au Conseil Général de Gironde, 21 octobre 2010.

événements sportifs. »⁷ À la condition d'une plus « *haute qualité sociale* » après s'être satisfaits des efforts entrepris pour que ces « Jeux » soient placés sous le signe de la haute qualité environnementale. C'est connu, les Jeux olympiques d'hiver, leur bétonnage, leur gaspillage et leur pollution de l'eau et des sols, leur transport de masses, il n'y a pas plus bio.

Tandis que le candidat Mélenchon promet un grand débat national « *sous contrôle citoyen* »⁸ sur l'énergie, les élus Front de Gauche de Provence-Alpes-Côte d'Azur et la commission Enseignement Supérieur et Recherche du Parti de gauche soutiennent la construction de la centrale nucléaire ITER de Cadarache : un « *projet collaboratif de recherche publique [dont] les résultats concerneront l'intérêt général.* » Ne dites plus ravages industriels, dites « intérêt général ». Au nom de « *la liberté de la recherche* », claquons 15 milliards d'euros d'ici un demi siècle pour des résultats douteux. Comment en serait-il autrement puisque le pilier du Front de gauche est le parti communiste français, co-gestionnaire de l'industrie nucléaire depuis la création du Commissariat à l'énergie atomique juste après Hiroshima.

Ceux qui aiment les paysages côtiers profiteront bientôt des usines d'éoliennes au large de Cherbourg et Saint Nazaire transformés en zone industrielle. Ces marchés remportés par le consortium EDF-Alstom répondraient, selon le Front de gauche de la Manche, « *aux enjeux industriels et écologiques immédiats* » tels que recharger son Ipad ou faire tourner des *data centers*, les principales causes d'augmentation de consommation d'électricité.

Dans son livre halluciné *La règle verte*, Jean-Luc Mélenchon jubile à l'idée de coloniser les fonds marins, espace « *immense* » et encore méconnu qui fera de la France « *la première nation maritime* » : « *Voilà la grande ambition que nous pouvons avoir : la découverte, la conquête de la mer, comme nous avons conquis l'espace ! [...] Nous pouvons être les premiers, par notre science, notre technique à la fois, à la découverte, puisque 15 % à peine de la biodiversité marine est connue.* »⁹ Grâce à ses DOM-TOM, la France possède la deuxième plus grande surface côtière du monde. Une aubaine ! Exploitions le mouvement de la mer – « *gratuit et infini* » – pour produire de l'électricité. Tant pis si les turbines sous-marines (hydroliennes) sont faites de matériaux coûteux et bientôt épuisés.

Outre les fonds marins, les profondeurs de la terre devront aussi contribuer à l'effort national. L'industrie pétrolière se reconvertira dans la géothermie : « *Ce sont exactement les mêmes métiers : faire des trous, très profonds [jusqu'à 5 km], repérer les ressources, créer des*

7 Intervention du 21 octobre 2010 au Conseil régional.

8 *L'Humain d'abord*, op. cit.

9 *La règle verte. Pour l'éco-socialisme*. Jean-Luc Mélenchon, éd. Bruno Leprince, 2012.

anneaux, mettre au point les aciers, ce qui signifie donc que nous ayons une sidérurgie. » Pas un espace de cette planète qui ne soit la proie de ces ambitions écologiques.

Mélenchon appuie le redémarrage du site sidérurgique de Florange, la conscience verte en plus. Grâce au procédé ULCOS de captation du CO₂ et de réintroduction dans le cycle de fabrication des gaz productifs, celui-ci deviendrait le parangon de l'écologie industrielle. Ou de l'économie circulaire. Un mythe selon lequel rien ne se perd, les déchets des uns faisant les profits des autres. Loin d'être une innovation écologique, c'est un lieu commun du technocapitalisme pour rationaliser les *process* industriels et baisser les coûts de production.

Même logique dans la proposition de *pipeline* entre la papeterie M-Real, promise à la fermeture, et la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne pour valoriser les débris de bois et en tirer de l'huile. L'utilité de ces activités et la fuite en avant industrielle n'est jamais questionnée : *« Nous devons réquisitionner les raffineries qui veulent fermer, parce que notre pays a besoin de raffineries, et notamment pour tous les produits de la chaîne chimique »*¹⁰ - coupable du biocide planétaire depuis la fin du XIX^e siècle. *« Si vous conspirez avec des gens qui décident de fermer, comme cela a été le cas à la Célanèse, l'unique usine d'acide acétique du pays, vous serez pourchassés. »* Pas un mot sur ces industriels qui conspirent, avec la complicité des services de l'État, contre la terre, l'eau, notre santé et celle des travailleurs. Il y aurait pourtant de quoi dire sur cette *« zone à cancer »*, comme on appelle les dizaines d'hectares autour de cette usine chimique des Pyrénées-Atlantiques. Bien que le site soit fermé, et la dépollution engagée, il est recommandé *« de ne pas toucher aux fosses à noir de carbone, déchets issus de la production d'acide acétique, mais de les laisser in situ et sous surveillance. Soit pérenniser une grosse décharge d'une quinzaine d'hectares. »*¹¹ Un énième sarcophage de béton pour un territoire mort. Pas de quoi émouvoir Mélenchon.

Au Front de gauche, *« l'écologie n'est pas l'ennemie du redéploiement industriel, c'est tout le contraire. »* Oscillant de part et d'autre de sa ligne de partage entre le Rouge et le Vert, nos funambules récusent *« le modèle d'une économie de services que nous assigne la division internationale du travail pilotée par les financiers. Nous voulons développer et rétablir le potentiel industriel de la France. Parce que l'urgence écologique implique de relocaliser l'économie et que l'urgence sociale commande de lutter contre le chômage ouvrier, nous refusons de limiter notre ambition industrielle à quelques secteurs de pointe et voulons*

¹⁰ *Idem.*

¹¹ « Célanèse : bras de fer sur les sols pollués », *La République des Pyrénées*, 9 juillet 2012.

reconstruire un tissu industriel diversifié. »¹² Contre la « *tertiarisation artificielle* » et la « *financiarisation* » de l'économie, le Parti de gauche appelle au retour *en urgence* à la chaîne des Trente Glorieuses et au capitalisme productif. Mais vert cette fois. Ne jurant que par et pour la Grande Industrie, « *la radicalité du Front de Gauche est une radicalité concrète, technique, argumentée, raisonnée.* »¹³ Une radicalité de capitaine d'industrie. Renfilez vos bleus, vos blouses blanches, et au boulot !

La planification écologique existe déjà

Pour le Front de gauche, les anti-capitalistes et les altermondialistes, l'ennemi, c'est le marché et le privé. Mélenchon dénonce « *ceux qui font problème : les multinationales capitalistes et la mondialisation libérale, les actionnaires qui font passer le profit avant l'intérêt général, la commission européenne qui privatise le rail, les ultra-riches qui roulent en 4 x 4 et voyagent en jet privé...* » Ni l'État et ses services techniques, ni les collectivités locales ou les services publics supposés naturellement vertueux. Vieille niaiserie de gauche qui oppose l'État protecteur à la barbarie capitaliste. Opposition toujours démentie par les faits. Pour consoler les éternels pleurnichards du « désengagement de l'État », la gauche se réappropriera les moyens de production et tout ira mieux. C'est connu, l'aliénation et l'exploitation dans une usine nationalisée, ne sont pas aussi violentes que chez Arcelor Mittal.

Le Front de gauche souhaite la « *maîtrise publique, sociale et démocratique du secteur de l'énergie [en] cré[ant] un pôle 100 % public de l'énergie comprenant EDF, GDF, Areva et Total re-nationalisé.* » *Idem* dans les transports. Kafka aurait adoré ces usines à gaz. Faut-il rappeler qu'un accident nucléaire public reste un accident nucléaire ? Que Tchernobyl, c'était de l'argent public ? Que les TGV, l'aviation, l'artificialisation du vivant (OGM) ou le vivant artificiel (biologie de synthèse), les nanotechnologies, la chimie, le nucléaire, l'informatique ; bref, toutes les agressions sociales et écologiques sont impulsées et pilotées par la recherche *publique*, et pour une grande part *militaire* ? Le marché seul ne *peut pas* assurer les investissements nécessaires. Le marché seul ne *peut pas* aménager le territoire de sorte que marchandises, informations et salariés arrivent à l'heure.

¹² *L'Humain d'abord*, op. cit.

¹³ *La règle verte*, op. c it.

Les néo-planificateurs doivent se rendre à l'évidence. Depuis l'entre-deux guerres (sinon depuis Colbert), l'État n'a jamais lâché ses fonctions *essentiels* de directeur technique du territoire et de l'économie. L'État, *c'est* la planification - « *la technique des techniques* », disait Bernanos.¹⁴

Le seul ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie anime dans un Réseau scientifique et technique une quarantaine d'établissements publics ou de services techniques d'État qui conduisent une activité de recherche ou d'expertise. Il commande plus de 38 000 chercheurs, experts et techniciens. Pas un mètre carré ne lui échappe. Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), Office national des forêts (ONF), Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER), Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), Institut français du pétrole (IFP), Voies navigables de France (VNF), Commissariat à l'énergie atomique (CEA), Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR), etc.

Parmi les services techniques de l'État, le Service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements (SETRA) planifie le réseau routier ; le Centre d'études et de recherches sur les transports et l'urbanisme (CERTU) cartographie le territoire par satellite pour son aménagement, sans oublier le Centre d'études des tunnels ou le Centre d'études techniques maritimes et fluviales. Des milliers d'agents planificateurs, experts, techniciens, statisticiens. 3 500 agents répartis dans huit Centres d'études techniques de l'équipement (CETE) œuvrent « *à la conception et à la mise en œuvre des politiques publiques conduites par le ministère, par leur vocation de recherche, d'innovation, d'expertise, d'études et de diffusion des connaissances scientifiques et techniques et par l'appui qu'ils offrent aux directions générales et aux services déconcentrés.* » Voilà la planification. Tous ces organismes d'État sont chargés de « *faciliter le transfert de la recherche finalisée vers les entreprises [pour] contribuer au développement de l'économie et des emplois.* »¹⁵ Ils fournissent un appui scientifique et technique à la croissance. Ils précèdent, encadrent et viabilisent le marché. Il est faux de dire, comme le font les planificateurs du Front de gauche, que l'État protégerait du marché. La planification "à la française", contrairement à la planification soviétique, a toujours favorisé le marché. Ou alors, l'écosocialisme du Front de gauche ne serait qu'un *Green Gosplan*.

Le ministère de l'écologie, c'est *déjà* la planification écologique. Il dispose de sa propre

¹⁴ *La France contre les robots*, 1947.

¹⁵ Les organismes scientifiques et techniques au service du développement durable : developpement-durable.gouv.fr.

mission chargée des « *programmes de prospective sur les modèles et transitions de long terme vers un développement durable, en s'appuyant sur des programmes de recherches.* » Il programme déjà « *la ville post carbone* », les « *territoires durables* » ou la « *transition vers une économie écologique* ». L'ADEME par exemple, grâce au Commissariat général à l'investissement, finance des « Investissements d'avenir » de millions d'euros sur les énergies renouvelables, les réseaux électriques « intelligents », l'économie circulaire, les voitures du futur, etc. Pour « *accélérer les processus d'innovation* » qu'attendent les marchés et « *la transition de la France vers un modèle de croissance durable* », l'ADEME finance la recherche publique, soutient des filières industrielles et des pôles de compétitivité, des projets d'aménagement de transports ou d'énergie. Le Front de gauche fera la même chose, mais *encore plus*.

Aux origines de la planification "à la française"

L'idée d'un pilotage étatique de l'économie naît dans les franges « néo-socialistes » de la SFIO et de la CGT inspirées par le Parti ouvrier belge au début des années 1930. Les « néos » sont résolument modernes. Ils se disent la « *génération réaliste* » face à l'*idéal* marxiste représenté par Léon Blum. À la fois contre un réformisme « *sans allure ni efficacité* » et « *une révolution sans forme ni date* »¹⁶, leur socialisme se veut l'actualisation d'un schéma marxiste dépassé par le « compromis économique » fordiste qui assure désormais à chaque travailleur de quoi consommer. Dépassant la seule lutte des classes et ralliant les nouvelles « classes moyennes », leur « *révolution constructive* » vise à un renforcement de l'État par la planification et le pouvoir des ingénieurs déjà « *à l'œuvre dans la Russie des Soviets, l'Italie de Mussolini, l'Allemagne d'Hitler ou les États-Unis du New Deal.* »¹⁷ « *Ordre – Autorité – Nation* » sont leurs maître-mots face à la crise du capitalisme des années 1930. Ils s'adressent ainsi aux militants de la SFIO réunis en congrès en 1933 : « *Le pays doit comprendre que vous représentez dès à présent les premiers éléments de l'ordre socialiste que, depuis que le socialisme existe, vous vous proposez de substituer au désordre capitaliste.* »¹⁸ On dirait du Mélenchon avec sa « *règle verte* » en réponse au chaos écologique. D'ailleurs, disent les néo-socialistes, « *l'idéologie de la liberté n'est plus d'aucun secours dans les circonstances présentes.* » Cet avènement du socialisme étatique se fera par

16 *Perspectives socialistes*, Marcel Déat, 1930.

17 *Néo-socialisme ? Ordre, autorité, nation*, Marcel Déat, Adrien Marquet, Barthélémy Montagnon, Grasset, 1933. Discours prononcés au Congrès socialiste de juillet 1933.

18 *Néo-socialisme ? Ordre, autorité, nation*, op. cit.

« *l'action méthodique d'une économie contrôlée par la puissance publique.* »¹⁹

Avec l'expérience interventionniste de Roosevelt, l'idée gagne peu à peu les autres partis politiques jusqu'à la droite. Un Ernest Mercier par exemple, polytechnicien, PDG d'Alstom et fondateur du mouvement « Redressement français », promeut un modèle technocratique et corporatiste. Mais ces idées trouvent peu d'échos auprès des décideurs.

La première application véritable du « planisme » revient au régime de Vichy avec la création de la Délégation générale à l'équipement national en 1941, futur Commissariat général au plan en 1946 ; et la création en 1942 du Service national des statistiques qui deviendra l'INSEE à la Libération. Derrière le discours du « retour à la terre » du Maréchal Pétain et des traditionalistes, ce sont les technocrates qui dirigent. D'après l'historien de Vichy Robert Paxton, sous le Front populaire, la lutte d'influence est rude entre députés et techniciens de la fonction publique, appartenant chacun « *à des mondes presque distincts* »²⁰. Conseil d'État, Inspection des finances, Cour des comptes, corps préfectoral et diplomatique, officiers de carrière, tous à la veille de la guerre sortent de l'École libre des sciences politiques (« Sciences Po »). Henri Chardon, président de section au Conseil d'État, enseigne aux élèves de « Sciences Po » en 1936 que la France est « *déséquilibrée pour avoir donné une prépondérance excessive aux puissances politiques.* »²¹ Poussés par la crise, « *ce sont les experts qui l'emportèrent* » dans l'établissement du budget et la gestion financière. Ils entrent progressivement au gouvernement ; parmi eux, Raoul Dautry, ingénieur des chemins de fer, obtient l'Armement en 1939 et aide Joliot-Curie dans ses recherches sur la bombe atomique. En 1940, avec le régime de Vichy, les technocrates « *entrèrent au gouvernement comme en pays conquis* », selon Paxton. On parle volontiers de « *révolution bureaucratique* » : « *Les hommes qui, en tenant le haut du pavé dans les ministères, contrôlaient dans l'ombre le gouvernement, sont maintenant eux-mêmes au pouvoir. [...] À son apogée, Vichy est l'œuvre d'un corps d'hommes de métier plus que de tout autre groupe social.* »

Altermondialiste avant l'heure, en février 1941, François Lehideux, ministre de l'équipement National, dit aux élèves de « Sciences po » que l'Europe doit s'organiser contre la puissance économique des États-Unis. C'est lui qui fait adopter en mai 1941 un « *plan décennal pour la productivité* ». Toujours selon Paxton, pendant la première guerre mondiale, « *la planification avait été progressive, empirique, temporaire. En 40-44, elle fut délibérée, totale*

19 Léon Blum, Serge Berstein, Fayard, 2006.

20 *La France de Vichy*, Le Seuil, 1973.

21 Henri Chardon, cité par Robert Paxton.

et destinée tout aussi bien à une économie d'abondance. »

Le pragmatisme technicien n'ayant que faire des idéologies et de la morale, au sortir de la guerre, les principaux ingénieurs et hauts fonctionnaires restent en fonction, à la Cour des comptes, organisme purement technique, au Conseil d'État ou à l'Inspection générale des finances. Cette dernière étant chargée « *de fournir les éléments financiers nécessaires à la planification découlant du dirigisme toujours plus accusé du Ministère de l'économie nationale.* » En comparant les annuaires des grands corps d'État, Paxton observe que « *c'est dans l'administration publique, dans la modernisation et la planification économique que les mesures – et le personnel – de Vichy se perpétuent avec le plus d'évidence* » après 1945. Il remarque plus généralement qu'« *aucune des Républiques qui se succédèrent ne songea en fait à démanteler les services d'une administration centralisée, issus du despotisme éclairé, systématisé par les Jacobins et Napoléon qui forment les grands corps de la fonction publique. [...] À l'époque même où le suffrage universel devenait la règle pour désigner les parlementaires (1848) et les édiles locaux (1884), on crée donc parallèlement des corps de techniciens appelés à prendre une puissance toujours plus grande dans l'État, et échappant totalement au contrôle de l'électorat.* » L'apolitisme des choix techniques explique qu'ils échappent aux processus démocratiques. « *Les résistants, d'ailleurs, qui sont contre un retour à l'économie libérale anarchique des années 30, sont des partisans aussi résolus du dirigisme que ne l'étaient les ministres de Pétain. Enfin, ce que choisissent tous les partis, sans oublier le PCF, c'est l'ordre, ce n'est pas la révolution. La IV^o République, tout comme Vichy, veut garder la haute main sur l'administration et non la supprimer. Les grands commis, plus influents que jamais et forts de leur récente expérience de planification, sont solidement armés pour le dirigisme des régimes d'après-guerre et le règne des experts.* » La Technique ne fait pas de politique, elle est la politique. L'avènement de la société de consommation au milieu des années 1950 s'explique en partie « *par le choc de 1940 et les quatre années de Vichy. [...] C'est alors qu'une génération de techniciens et de patrons ont acquis une expérience nouvelle et un pouvoir nouveau.* »

L'État gestionnaire

« *Modernisation ou décadence* » est le leitmotiv du premier plan mis en place par Jean Monnet avec pour tâche de reconstruire un pays laissé exsangue par la guerre. Pierre

Massé, commissaire général au Plan de 1959 à 1966, donne une définition de la planification dans son livre intitulé *Le Plan ou l'Anti-hasard* : « *l'interprétation de l'activité humaine comme une aventure calculée, une lutte entre le hasard et l'anti-hasard. [...] Ses instruments sont les plans, partiels ou globaux, privés ou publics.* »

Voici son analyse du cours de l'histoire : « *Aventure et calcul se répondent, s'opposent et, à certains moments, s'équilibrent. Cependant, suivant l'époque et les circonstances, l'un des deux termes prévaut. Il semble qu'en 1914 la balance se soit renversée.* »²² Pour Massé, la guerre qui débute en août 1914 signe la « *défaite du calcul* ». La suite de l'histoire n'étant que l'avènement de la « *déraison* » : crise économique des années 1930, montée des régimes totalitaires et second conflit mondial, bombes atomiques sur le Japon, guerre froide, appauvrissement du tiers-monde, « *la démocratie politique et économique se maintiendra-t-elle dans un monde de plus en plus soumis aux exigences de la technique et de l'efficacité, c'est-à-dire de plus en plus spécialisé et hiérarchisé ?* » Massé reconnaît que les progrès de la science et « *l'impérialisme industriel* » n'ont pas honoré leurs promesses. « *Le monde que l'on comprend mal devient ainsi, à l'extrême, celui de l'absurdité et du non-sens.* » La science et la technique lui apparaissent comme « *ambivalentes* », l'angoisse et l'incertitude croissent : « *Résolvant des systèmes à des centaines et bientôt des milliers d'inconnues, téléguidant un missile ou une usine, surmontant la pluralité des langues, [les machines électroniques] nous fournissent l'instrument de calcul qu'appellent les nouvelles dimensions de nos problèmes et l'accélération du changement. On ne peut cependant négliger le risque qu'inventée pour assister le cerveau humain, la machine électronique n'impose sa propre logique dans le choix des problèmes et la manière de les poser, et qu'elle n'engendre ainsi une certaine déshumanisation de l'esprit.* »

Technocratie ou barbarie. Face à ce sentiment de chaos – qui n'est d'ailleurs pas qu'un sentiment – la civilisation industrielle nécessite une meilleure *gestion* par le renforcement de l'État, le contrôle et la planification de l'économie : « *Il appartient au calcul économique d'être, dans son domaine, réducteur d'incertitude*²³ *par ces nouveaux instruments qui s'appellent le plan, la prospective, la recherche opérationnelle. [...] Il ne s'agit pas d'éliminer ce qui, par nature, est inéliminable, et d'apporter ainsi aux inquiétudes de l'homme des réponses qui l'apaisent et l'endorment. Il s'agit de lui fournir des éléments de décision qui lui permettent de faire face à l'incertitude par l'action.* » C'est ce que Jacques

²² *Le Plan ou l'Anti-hasard*, Gallimard, 1965.

²³ C'est nous qui soulignons

Ellul nomme dès 1954 « *l'auto-accroissement de la technique* »²⁴. Le système technique répond techniquement aux problèmes créés par la technique. L'histoire humaine se clôt sur elle-même dans une fuite en avant sans fin vers la dépossession, livrant son destin aux mains des experts et des technocrates. L'État, sa bureaucratie et son autorité se renforcent au fur et à mesure que s'accroît notre dépendance à des superstructures techniques. Il n'y a plus d'échappatoire à la logique gestionnaire : « *Le monde où deux et deux font cinq appartient à l'illusion ou au songe. Or, le problème n'est pas de rêver, mais d'agir* » continue Massé. Le songe, le rêve, la sensibilité, mais aussi le hasard, l'angoisse, les conflits, l'incertitude, l'erreur font le sel de la vie. Si la planification est l'ennemie du hasard, la planification est l'ennemie de la vie. D'autant plus qu'elle a réponse à tout, que son pouvoir est sans limite : « *La beauté a pu être au début de l'industrialisation un objectif difficile. Elle n'est plus aujourd'hui hors de portée pour peu que nous le voulions vraiment* » (Massé). La technocratie, c'est le renforcement conjoint de la gestion et du chaos techno-industriel.

L'écologisme et le citoyennisme au secours de la technocratie

Savoir, c'est pouvoir. La première tâche de la planification est le renseignement, le recensement, l'inventaire le plus fin possible des ressources démographiques, financières, naturelles et techniques. Tâche assumée par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), les diverses missions d'études et de prospectives des ministères, services d'État, centres de recherche, etc. Renommé Centre d'analyses stratégiques en 2006, le vieux Commissariat général au Plan prend acte de l'accélération technologique. La prospective ou la stratégie sont à l'innovation technologique ce que les plans quinquennaux ou décennaux étaient au développement industriel. La domination gestionnaire se modernise. Afin de contrarier la « *tyrannie du productivisme* »²⁵, le Front de Gauche propose donc la « *planification écologique* ». Elle serait un « *moyen de redéfinir nos modes de production, de consommation et d'échange en fonction de l'intérêt général de l'humanité et de l'impact de l'activité économique sur l'écosystème.* » Formule magique. En toute humilité, le Front de Gauche veut renforcer l'omniscience d'un État pour répondre aux intérêts de l'humanité. Pour planifier l'humanité de façon écologique, il faut sonder ses besoins et ses profondeurs. Les technocrates du Front de gauche mettront en place d'autres « *indicateurs que ceux à partir desquels est actuellement jugé le "progrès" des sociétés, notamment le PIB.* » Avec la

²⁴ *La Technique ou l'enjeu du siècle*, Jacques Ellul, 1954, Economica pour l'édition 2008.

²⁵ *L'humain d'abord*, Libro, 2012.

planification écologique, des couches de plus en plus intimes de nos vies seront recensées, analysées, gérées statistiquement par nos experts en qualité de vie. Un Indicateur de progrès humain mesurera l'épanouissement personnel et l'émancipation, calculés selon les taux d'accès à l'éducation (peu importe laquelle) ou l'espérance de vie en bonne santé. Cet indicateur calculera autant la « *sociabilité et la cohésion sociale* » de la fourmilière France, que ses « *libertés* » scientifiquement quantifiées, jusqu'à l'inévitable empreinte écologique. Des expériences sont déjà en cours dans le Nord-Pas de Calais pour estimer votre *Indice de santé sociale* grâce au recensement du taux d'adhésion à des associations ou le nombre d'interactions que vous avez avec votre famille ou vos voisins²⁶ (Combien de coups de fil avez-vous reçus cette semaine ? À combien de personnes avez-vous dit « bonjour » ? Combien d'apéros ce trimestre ?). Il n'est pas jusqu'à nos amitiés, la défense de nos libertés et de notre émancipation qui ne soient dépolitisées, technifiées, rationalisées, arrachées de nos mains pour être déposées entre celles des experts en *sciences humaines*. Ainsi se planifie l'intérêt général. L'impérialisme de la mesure n'a plus de limites depuis que les chercheurs en sciences sociales parviennent à « quantifier le qualitatif ». À la manière d'un Pierre Massé qui souhaitait *gérer* la beauté du monde, le Front de gauche, en prétendant humaniser la technocratie, technocratise l'humanité. « *Être sachant, être cultivé, aimer la musique, lire les livres, faire des sculptures, dessiner, réciter de la poésie, voilà des choses qui sont importantes, plus importantes que toutes les autres ! Aimer, être aimé, donner du bonheur, il n'y a pas besoin de montagnes d'argent ! Voilà, mes amis, les valeurs qu'il s'agit de mettre aux postes de commande et qui sont le cœur de la révolution culturelle qui marche avec la planification écologique* » prêche le candidat Mélenchon.²⁷ Passons sur la référence maoïste. Une fois l'imagination au pouvoir, nous aurons perdu notre pouvoir d'imagination.

« Planification citoyenne » : l'expression fait froid dans le dos. Devançant les critiques contre l'aspect centralisé, autoritaire, gestionnaire et froid de la planification, le Front de gauche prétend intégrer les citoyens aux programmes de recherche et développement technoscientifiques. Un an après Fukushima, et draguant le verdaille, il propose un grand débat national sur la politique énergétique « *sous contrôle citoyen de l'information jusqu'à la prise de décision [qui] se terminera par un référendum.* »²⁸ Sous contrôle citoyen, c'est-à-dire en fait sous le contrôle des appareils Front de gauche, Parti communiste, Attac, prétendant

26 Voir le projet « Indicateurs 21 » du Conseil régional NPdC dans le chapitre « Bienvenue à Gattaca » de *L'Enfer Vert*.

27 *La règle verte*, op. cit.

28 *L'Humain d'abord*, op. cit.

représenter les citoyens. À quoi peut bien ressembler un débat démocratique à propos du nucléaire dans un pays de 65 millions d'habitants dépendants du nucléaire ? Assemblée générale tous les jeudis 18h sur Internet ? Vote après des duels télévisés d'experts et de contre-experts ?

« *Dans le domaine du nucléaire civil, l'ensemble des possibilités — dont la sortie du nucléaire ou le maintien d'un nucléaire sécurisé et public — sera alors tranché.* » On l'a vu : pour le Front de gauche, s'il est urgent de réindustrialiser le pays et de faire cracher les cheminées, rien ne presse pour arrêter les usines atomiques. Le pire reste envisageable. D'ailleurs, le Front de gauche n'est pas pressé non plus d'en finir avec la menace absolue qu'est l'arme atomique : « *Nous agirons pour la dénucléarisation, pour le désarmement multilatéral et contrôlé de tous les types d'armement.* » Entre 2002 et 2011, le budget militaire américain a augmenté de 60 %. S'il faut attendre les États-Unis pour un désarmement multilatéral, les promesses du Front de gauche n'engagent personne.

« *Nous abolirons les pôles de compétitivité qui concentrent les activités sur quelques lieux dans une mise en concurrence des territoires, au profit de la constitution de pôles de coopération permettant de mieux lier recherche, formation, production et emploi.* » L'éducation populaire au service de la croissance et du productivisme. « *Dans ce cadre nous créerons des pôles publics de l'industrie à l'échelle territoriale. Ceux-ci rassembleront les partenaires publics et privés de ces territoires et travailleront en liaison avec les forums citoyens des sciences et de la technologie ou d'autres instances de recherche. [...] Le droit des citoyens à intervenir dans le développement de la recherche sera inscrit dans la Constitution.* » La version mélenchoniste de la « démocratie technique » (suivant le concept de Michel Callon, sociologue de l'acceptabilité des technologies²⁹). On brûle de connaître la forme concrète de ce nouveau droit constitutionnel, sachant que la Recherche & Développement, indispensable à la production et à l'emploi chers au Front de gauche, ne s'accommode d'aucune intervention « citoyenne » et que les chercheurs font leurs valises à la moindre velléité de contrôle populaire.

En croyant *citoyenniser* la technocratie, le Front de gauche *technocratise* les citoyens dans une illusoire fusion entre experts et « profanes » sur le terrain des « controverses » scientifiques. Imaginez : *À l'ordre du jour de notre premier forum citoyen : la normalisation et la distinction des nano-matériaux, nano-objets et nano-procédés (qu'ils soient*

²⁹ Voir *Agir dans un monde incertain – essai sur la démocratie technique*, Callon, Barthes, Lascousmes, Le Seuil, 2001.

synthétiques, bio-sourcés ou hybrides) pour une définition stricte des armes défensives et/ou offensives en vue d'une contribution citoyenne à l'encadrement du commerce des armes par l'UNICRI (Institut interrégional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice), et la protection de la propriété intellectuelle. Vous avez deux heures.

Pour un Green Deal national, européen ou mondial ?

Il n'est pas facile de décider qui du Front de gauche ou d'Europe Écologie a les ambitions les plus industrielles. Pour les Verts, « *L'industrie du XXI^e siècle sera celle d'un éco-développement, elle dépassera le verdissement à la marge (greenwashing) des anciennes industries.* »³⁰ Le réseau électrique sera *intelligent* grâce aux *smart grids* – des compteurs électriques reliés à Internet. Leur « *écologie industrielle* » s'impose pour lutter contre le changement climatique et le dumping social. Des « *Projets Bonds* » européens financeront leurs pôles industriels. Et l'Europe devient leur « *réponse à la mondialisation* ».

Si l'Europe ne suffit pas, nous devons envisager un « *contrat social mondial* » avec la définition d'un « *nouvel objectif de gestion démocratique et participative* » pour mettre en œuvre les « *Objectifs du Millénaire* ». Lieu commun : une catastrophe planétaire (le changement climatique par exemple) appelle une réponse planétaire. D'où leur projet de repousser toujours plus loin et plus haut la décision entre les mains des experts et des centres de pouvoir. Jusqu'où iront-ils ? Jusqu'au gouvernement mondial.

Voyez le livre d'Alain Lipietz *Green Deal, la crise du libéral-productivisme et la réponse écologique*³¹. Cet ancien maoïste du Parti socialiste unifié passé des rouges aux verts est diplômé de Polytechnique – vous savez, ces gens dont on dit que si on leur confie le Sahara, trois ans après il faudra y importer du sable. Économiste illuminé (ex-chercheur au Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquée à la planification), cet ancien eurodéputé vert milite pour un fédéralisme européen fiscal, monétaire et budgétaire tel que celui voulu par Roosevelt en 1933 aux États-Unis avec son *Glass-Steagall Act* (séparation entre banques de dépôt et banques d'investissement). L'histoire radote, ou peut-être seulement Lipietz. Lequel propose des écotaxes, des « *pollutaxes* » et des quotas – « *c'est-à-dire la planification en prix ou en quantité* » – pour financer une économie « *strictement* » orientée vers des activités vertes. Et de déplorer l'absence d'un « *gouvernement mondial* » pour ratifier

³⁰ *Vivre mieux. Vers une société écologique*, Europe écologie Les Verts, Les petits matins, 2012.

³¹ La Découverte, 2012.

un super *Wagner Act* international instituant des droits syndicaux tels que ceux votés en 1935 aux États-Unis. Bien sûr ce gouvernement mondial sera un « *régime international coopératif* » dans lequel les États contrôleront les émissions de gaz à effet de serre ou favoriseront les transferts de technologies propres. Après la démocratie *technique* et le développement *durable*, la technocratie *coopérative*.

Certes, Lipietz reconnaît que « *personne ne souhaite revenir à ces États dans l'État qu'étaient les grandes entreprises technocratiques nationalisées des années 60* ». Mais il s'empresse d'ajouter que la « *critique de la bureaucratie, étant données l'urgence et l'ampleur des enjeux qui se présentent à nous, ne doit pas nous empêcher pour autant de mettre en place cette économie dirigée.* » La critique du lard ne doit pas nous empêcher de faire du cochon. Ou, si vous préférez, il ne faut pas jeter le lard avec le cochon. Selon Lipietz, théoricien de l'impuissance, nous ne pouvons que subir et nous laisser planifier par ses semblables.

Son modèle est celui de l'« *économie mobilisée* » par la demande publique déjà expérimentée pendant la « *reconstruction planifiée* » de l'immédiat après-guerre. Mais au niveau mondial. Un délire d'économiste qui échafaude des usines à gaz en vue de les imposer depuis le sommet du Pouvoir. « *Certes, nous n'avons plus de Commissariat général du plan, admet-il sans se décourager pour autant, mais plusieurs des appareils prospectifs ministériels ou académiques sont encore en place, et cette heureuse époque de la "planification à la française" a été transmise par les enseignants à leurs étudiants.* » C'est-à-dire ces écoles d'ingénieurs qui fournissent en technocrates de haut rang les sommets du Pouvoir – la haute fonction publique comme les états-majors industriels privés : le Corps des Mines (Mines ParisTech) et l'École nationale des ponts et chaussées (les Ponts ParisTech) bien connus des antinucléaires, Polytechnique, l'École nationale de la statistique et de l'administration économique ParisTech, l'école supérieure d'électricité (« Supélec »), l'École Centrale Paris, AgroParisTech, Télécom ParisTech, etc. N'est-ce pas la fonction de l'économie politique, de l'urbanisme et de la sociologie que d'analyser et de planifier la vie des masses pour susciter les comportements adéquats. Que les *antilibéraux* se rassurent. Malgré le prétendu recul du service public, l'État n'a pas abandonné toutes ses compétences au marché. Et quand bien même, faudrait-il renouer avec une époque des *Trente Glorieuses* qui nous a basculé dans la société de consommation et l'aliénation au système productif ? ; cette époque de terre brûlée, sans retour des paysages, des cultures et des langues, de notre santé et nos désirs de vie sauvage ?

L'Enfer Vert du Front de gauche est non seulement planifié par l'État mais protectionniste. Au libre-échangeisme d'Europe Écologie–Les Verts, la gauche industrielle oppose la « *démondialisation* » et le « *protectionnisme intelligent* ». ³² En fait il s'agit du même cocktail – la querelle ne portant que sur le dosage de vert et de rouge qu'il convient de mélanger. L'accord sur la *relance verte* de l'économie étant acquis.

Selon *Le protectionnisme et ses ennemis*³³, ouvrage commun de cinq auteurs du *Monde Diplomatique*, mensuel à penser de la gauche industrielle, les barrières douanières seraient des digues contre les délocalisations afin de protéger les salaires de la concurrence internationale. Soit. Exemples historiques à l'appui, le livre présente le protectionnisme comme un moyen de revenir à l'époque heureuse du développement industriel : « *Quand les pays actuellement développés se trouvaient encore en développement, ils n'ont mené pratiquement aucune des politiques qu'ils préconisent. [...] La Grande-Bretagne, en particulier, n'est aucunement le parangon du libre-échange souvent invoqué. Tout au contraire, elle a utilisé avec agressivité et même, dans certains cas, inventé des politiques dirigistes pour protéger et promouvoir ses industries stratégiques.* » Le nouveau *business-model* des altermondialistes : agressivité et dirigisme. Ils ne seraient pas contredits par les néo-socialistes des années trente. « *Pendant les années 1960 et 1970, quand il existait bien davantage de protections et autres régulations, l'économie mondiale progressait beaucoup plus vite qu'aujourd'hui. [...] L'expérience néolibérale des années 1980 et 1990 s'est tout simplement révélée incapable de tenir sa principale promesse : l'accélération de la croissance.* » On voit la sincérité écologiste de ces obsédés de la croissance. Il n'y aura jamais assez d'écrans plasma, d'iPod, de *smartphones*, de gadgets de consommation à partager avant que les écosocialistes ne s'interrogent sur l'utilité de cette camelote et sur les ravages qu'elle inflige à nos vies, à nos sociétés et au milieu naturel. Les rouges à pois verts et les verts à carreaux rouges relèvent du même musée des horreurs chimériques dont nous espérons, sans trop d'espoir, l'extinction.

Tomjo

Mars 2013

³² *Le Monde Diplomatique*, octobre 2012.

³³ H.-J. Chang, F. Lordon, S. Halimi, F. Ruffin, J. Sapir, *Les liens qui libèrent*, 2012.